



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N°49 – Décembre 2021

En bref – Argentine. Vers un changement de braquet dans les négociations avec le FMI ?

Après plusieurs mois d'échanges principalement axés sur les attentes de chacune des parties vis-à-vis du prochain programme avec le FMI, le rythme des négociations marque une nette accélération depuis les élections de mi-mandat du 14 novembre dernier. Signe de ce changement de cadence, une délégation technique a quitté l'Argentine le 4 décembre pour se rendre à Washington, avec comme ambition d'arriver à une convergence des paramètres techniques (prévisions de croissance et d'inflation, rythme de consolidation budgétaire et d'évolution du taux de change) et des objectifs économiques (ampleur des réformes, stratégies financière et sociale). Du côté du ministère de l'Économie, l'équipe comprend le vice-ministre et secrétaire à la politique économique Fernando Morra, le secrétaire aux finances Raúl Rigo et le sous-secrétaire au financement Ramiro Tosi. En représentation de la Banque centrale, se trouvent le second vice-président Jorge Carrera et le directeur de la recherche économique Germán Feldman. Si cette mission se termine par une entente technique, les paramètres macroéconomiques pourraient servir de base aux orientations du plan pluriannuel dont la présentation au Congrès est attendue pour la mi-décembre, comme promis par le président Alberto Fernández à l'issue des législatives. De la même manière, les hypothèses budgétaires et de croissance devraient se refléter dans le projet de loi de finances de 2022. En effet, les prévisions de croissance seront décisives pour déterminer le rythme de déploiement du programme, et donc son niveau d'ambition. Du côté du gouvernement, le retour de la croissance (+8% en 2021 et +4% en 2022) et l'anticipation d'une production exceptionnelle de blé (20,4 millions de tonnes, dont 13 millions destinés à l'exportation) permettront d'enregistrer des recettes exceptionnelles (461 MUSD issus de la taxe sur les exportations, selon les prévisions des économistes) et, plus largement, d'accroître les entrées de devises (prévisions autour de 4 Mds USD). Cette vigueur du PIB argentin permettra alors de baisser mécaniquement le ratio de la dette et donc, de réduire les efforts nécessaires à fournir en termes d'ajustements. De leur côté, les prévisions du FMI sont plus conservatrices (+2,5% en 2022) avec, en plus, la nécessité de traiter les nombreux freins sur la croissance. Les discussions ne seront pas aisées. Parmi les nœuds gordiens, se trouvent la vitesse de restauration des finances publiques et l'ampleur des réformes (système des retraites, marché du travail, subventions, entre autres). Ces problématiques nécessiteront un large consensus avec la nécessité d'inclure dans les discussions d'autres acteurs économiques et politiques, dont les provinces et les syndicats. D'aucuns s'interrogent dès lors sur le degré d'appropriation du programme par la classe politique et la société civile, tout comme sur le processus d'approbation du programme par les élus. À cet égard, la présentation au Congrès du plan pluriannuel pourrait être à double tranchant : servir de base politique pour le prochain accord ou, à l'inverse, devenir une contrainte dans les négociations. En attendant le dénouement de cette première phase des négociations, la secrétaire des relations économiques internationales, Cecilia Todesca Bocco, a annoncé, comme autre signe de bonne volonté, que l'Argentine honorera l'échéance de décembre envers le FMI de 1,9 Md USD.

LE CHIFFRE À
RETENIR

1,9

Echéance en capital envers
le FMI de décembre 2021

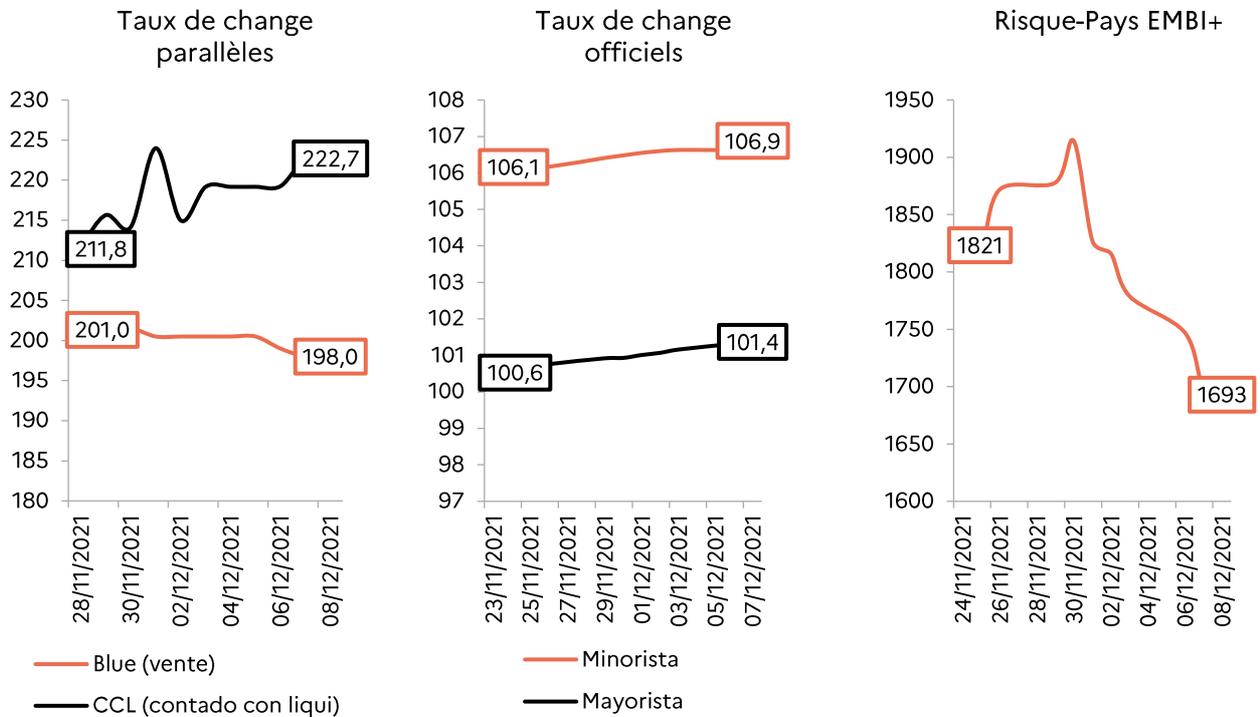
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
Argentine	81,5%	67,2%
Chili	88,1%	84,6%
Paraguay	47,0%	37,5%
Uruguay	79,1%	76,4%
Amérique du Sud	74,4%	60,2%
Brésil	77,0%	64,6%
Colombie	75,7%	50,0%
France	77,2%	70,5%

Source : Our World in Data

Graphiques de la semaine – Argentine



ARGENTINE

Le marché automobile argentin reprend des couleurs

En novembre 2021, le marché automobile a enregistré une hausse de la production d'environ 46.500 véhicules, soit une hausse de 13,4% sur un mois et 42,7% sur un an. Cumulée durant les dix premiers mois de l'année, la production s'élève à environ 395.000 véhicules, dépassant le niveau pré-pandémique (environ 300.000 automobiles produites en 2019).

Les exportations affichent également une croissance exceptionnelle. En novembre, près de 35.500 véhicules ont été exportés, ce qui représente une hausse spectaculaire de 182,6% sur un an. Depuis le début de l'année, ce sont environ 240.000 voitures qui ont été exportées, contre près de 121.000 en 2020, soit une croissance de 98,6%. La principale destination des ventes est le Brésil (65,9% des véhicules exportés en 2020), qui devance l'Amérique centrale (7,3%), le Pérou (5,1%) et la Colombie (5,1%).

Ces très bons résultats sont attribués, entre autres, à la baisse des taxes à l'exportation annoncée en janvier dernier et mise en place à partir de mars dernier. Historiquement, les droits à l'exportation correspondaient, en moyenne, à 6% en 2019, avant d'être abaissés à 4,5% en 2020. Si le nouveau régime fiscal prévoit des droits à hauteur de 4,5% pour les exportations correspondant au volume de véhicules exportés en 2020, les ventes supplémentaires sont exemptées de taxes. Ce régime, qui devait s'arrêter en décembre 2021, a été prolongé jusqu'à la fin 2022.

Les niveaux de production et d'exportation restent néanmoins très en-dessous du pic enregistré en 2011. À cette date, environ 830.000 véhicules avaient été produits, avec une livraison d'environ 69.000 véhicules par mois. Les exportations étaient autour de 507.000 véhicules, soit en moyenne près de 42.300 véhicules exportés chaque mois.

Dans ce contexte, les constructeurs pressent l'État argentin pour qu'il puisse promulguer les nouveaux mécanismes de promotion des investissements, suite aux promesses faites par le président Alberto Fernández en mars dernier. Pour les acteurs de ce secteur, ces dispositifs permettront d'accroître le niveau de production.

Pour rappel, en août, un projet de loi avait été présenté à la Chambre des députés pour donner des avantages fiscaux aux nouveaux investissements. Le projet de loi pour la promotion de l'électromobilité, annoncé en octobre, devrait également bénéficier aux constructeurs.

Néanmoins, la recomposition du Congrès pourrait retarder l'examen de ces deux projets de loi, d'autant que les nouveaux parlementaires n'entreront en fonction qu'à partir du 10 décembre.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé deux prêts d'environ 500 MUSD à la province de Buenos Aires

Début décembre, la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé deux prêts à destination de la province de Buenos Aires (PBA), pour environ 500 MUSD.

Le premier projet de 345 MUSD, financé par la BID à hauteur de 300 MUSD (87% du total)



et par la province de Buenos Aires (45 MUSD, soit 13%), vise à améliorer l'accès et la couverture des services de santé. Ses objectifs se déclinent en trois composantes, à savoir (i) l'élargissement des services de soins primaires (33,76 MUSD provenant de la BID), (ii) l'élargissement des réseaux de services de santé (97,01 MUSD de la BID) et (iii) le renforcement du système public provincial de prévention, de diagnostic et de soins du COVID-19 (168,4 MUSD de la BID et 45,0 MUSD de PBA).

Le deuxième projet de 250 MUSD, financé à hauteur de 200 MUSD par la BID (80%) et 50 MUSD par la Province (20%), cherche à renforcer la sécurité des réseaux routiers dans la province à travers : (i) l'amélioration de la qualité des infrastructures routières, (ii) la consolidation des systèmes de sécurité routière et (iii) la fortification des capacités opérationnelles du Bureau de gestion des routes de la Province (DVBA).

Les prêts des organismes internationaux, destinés à financer le développement des territoires argentins, interviennent dans un contexte marqué par un accès limité aux marchés financiers. Et pour cause, après un an et demi de négociations tendues entre la province de Buenos Aires et ses créanciers privés, un accord avait finalement été trouvé à la fin août 2021, pour restructurer 98% de la dette obligataire libellée en devises (10,7 Mds USD, soit 9,1% du PIB provincial). Cet accord in extremis permettra à la Province d'éviter des poursuites judiciaires aux États-Unis et d'économiser 4,6 Mds USD sur la période 2021-2027, grâce au report des échéances à 2037 et au versement aux créanciers de seulement 10% des intérêts courus pendant la période de négociation. Le reste des intérêts sera capitalisé dans les nouveaux titres émis.

CHILI

L'inflation affiche des résultats mitigés en novembre

L'inflation a ralenti en novembre, enregistrant une croissance de 0,5% en glissement annuel, après 1,3% en octobre et 1,2% en septembre. Ce résultat est en ligne avec les 0,4% anticipés par les agents économiques. L'inflation sous-jacente est également à 0,5% sur le mois.

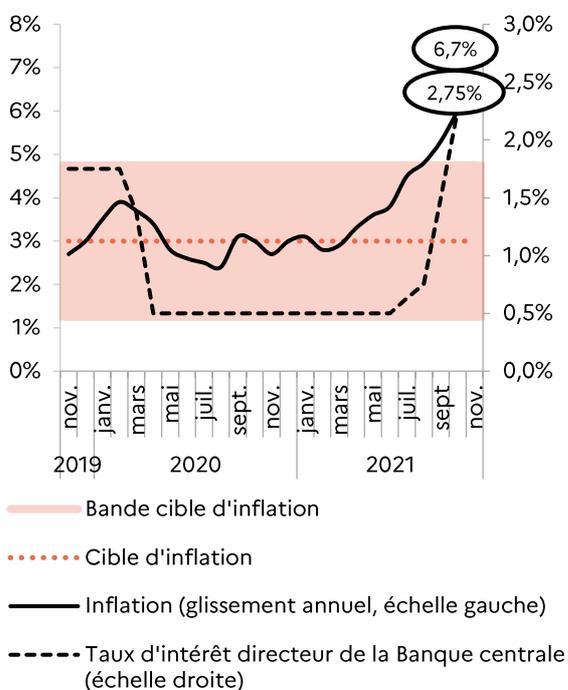
Cependant, en glissement annuel, l'inflation s'est accélérée en novembre, passant à 6,7% contre 6,0% le mois précédent et 5,3% en septembre. Il s'agit ainsi de son niveau le plus élevé depuis décembre 2008. En cumulé sur l'année, l'inflation s'est établie à 6,3%, bien au-dessus de la cible de 3% ($\pm 1\%$) de la Banque centrale. La Banque table néanmoins sur une inflation à 5,7% à la fin de l'année.

En novembre, huit composantes de l'indice des prix sur douze enregistrent une hausse sur un an. C'est le cas, en particulier, des prix des loisirs et de la culture (+2,7%), des vêtements et chaussures (+2,7%), mais aussi de l'énergie (+1,4%), des articles ménagers (+1,2%) et de la restauration-hôtellerie (+1,0%). On note, par ailleurs, l'augmentation très forte des prix du secteur touristique (+9,1%), qui bénéficie notamment de l'ouverture progressive des frontières du pays. Certains produits ont connu des hausses relativement fortes sur le mois, tels que le pain (+3,0%), l'essence (+3,0%) et les voitures neuves (+2,6%). À l'inverse, les prix des aliments et des boissons non alcooliques sont restés stables (+0,1%).

La persistance des tensions inflationnistes devrait pousser la Banque centrale à poursuivre le resserrement de sa politique monétaire lors de sa réunion du 14 décembre

prochain. Les agents anticipent une hausse du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale de 100 points de base (pdb), passant de 2,75% à 3,75%. Mais le rehaussement du taux pourrait être supérieur aux anticipations, reproduisant potentiellement l'augmentation de 125 pdb d'octobre dernier, supérieure de 25 pdb à celle anticipée par les agents.

Évolution de l'inflation et du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale



Sources : Banque centrale, INE, SER Buenos Aires

Selon le Rapport sur les Inégalités Mondiales 2022, les inégalités économiques sont restées très fortes au Chili en 2021

Selon le Rapport sur les Inégalités Mondiales 2022 du Laboratoire sur les Inégalités Mondiales de l'École d'Économie de Paris, les inégalités économiques sont restées très fortes au Chili en 2021.

Si l'on considère les inégalités de revenu, c'est-à-dire les revenus des individus touchés après les transferts des systèmes de retraite et d'assurance chômage et avant l'impôt sur le revenu, les 50% des individus les plus pauvres gagnent 10,2% du revenu national, alors que les 10% les plus riches en gagnent 58,9% et les 1% les plus riches 26,5%.

Si l'on considère les inégalités de richesse, c'est-à-dire les revenus des individus et la somme de leurs actifs financiers (actions, obligations, etc.) et de leurs actifs non financiers (immobilier, etc.), nets des dettes, les écarts sont encore plus marqués. Les 50% des individus les plus pauvres concentrent une richesse nette négative représentant environ -0,6% de la richesse nationale, du fait de leur endettement, alors que les 10% les plus riches concentrent 80,4% de la richesse nationale et les 1% les plus riches 49,6%.

Ces inégalités ont été très persistantes au cours des dernières décennies et ont même légèrement augmenté. Sur les 120 dernières années, les 50% les plus pauvres ont systématiquement concentré entre 9% et 10% du revenu national et les 10% les plus riches entre 55% et 60%. De plus, au cours des vingt-cinq dernières années, la richesse nette des 50% les plus pauvres est systématiquement restée autour de 0% de la richesse nationale, tandis que celle des 10% les plus riches oscillait entre 76% et 82%.

Le Chili reste ainsi l'un des pays les plus inégalitaires de la région et du monde. C'est, par exemple, le 5^{ème} pays au monde où les 1% les plus riches détiennent la part la plus élevée du revenu national, juste derrière le Brésil. Pour rappel, le Chili est le 2^{ème} pays le plus inégalitaire de l'OCDE, juste derrière le Costa Rica.

PARAGUAY

Les envois de fonds des migrants devraient croître légèrement en 2021

Selon la Banque centrale, sur les dix premiers mois de l'année, les envois de fonds des migrants vers le Paraguay n'ont augmenté que de 0,6% en glissement annuel, atteignant près de 400 MUSD. Ils avaient baissé de 12,4% en 2020, totalisant 486 MUSD, après 555 MUSD en 2019. Si ces envois représentent une part relativement faible du PIB paraguayen (1,4% en 2020), notamment en comparaison avec les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (autour de 11% en moyenne), cette part reste supérieure à la moyenne des pays d'Amérique du Sud (0,8%).

De janvier à octobre, les transferts privés étaient issus en majorité de l'Europe (67,2% du total), et surtout de l'Espagne (61,0%; 1^{er} pays source), suivie de l'Amérique du Nord (17,0%), et surtout des États-Unis (16,4%; 2^{ème} pays source). L'Amérique latine n'arrive qu'en 3^{ème} position (13,6%), suivie par l'Asie (1,0%) et le reste du monde (1,3%).

La très légère croissance des envois de fonds des migrants sur les dix premiers mois de 2021 s'explique par la bonne tenue des transferts provenant des pays développés, notamment d'Amérique du Nord (+19,9%), dont les États-Unis (+20,9%), et d'Europe (+8,1%), dont l'Italie (+18,8%), la France (+16,2%) et l'Espagne (+8,5%). Elle a ainsi très légèrement compensé la baisse des transferts provenant d'Amérique latine (-32,2%), notamment des pays du voisinage, à savoir le Brésil (-70,8%) et l'Argentine (-12,8%).

URUGUAY

L'inflation ralentit en novembre

L'inflation a nettement ralenti en novembre, avec une croissance de 0,3% en glissement mensuel, après 1,0% en octobre. Il s'agit de son niveau le plus bas depuis décembre 2020. En glissement annuel, l'inflation s'est élevée à 7,9%, restant stable par rapport à octobre, tout comme l'inflation sous-jacente, qui s'est établie autour de 8%. En cumulé sur l'année, la hausse des prix est de 8,1%, restant au-dessus de la bande cible de 3-7% fixée par la Banque centrale.

En novembre, l'inflation a été portée par la hausse des prix des meubles et des articles ménagers (+2,0%), mais également de la restauration-hôtellerie (+1,0%). Les hausses des prix des vêtements et des chaussures (+1,2%) et des services de transports (+0,6%) ont aussi contribué à l'inflation en novembre, même si elles ont ralenti par rapport à octobre (+3,1% et +2,5%, respectivement).

En revanche, les prix des aliments et boissons non alcooliques ont baissé en novembre, après avoir fortement augmenté le mois dernier (près de -0,8% contre +1,8%). Ce recul s'explique par le repli des prix des légumes et légumineuses (-10,9%) et des fruits (-1,5%), compensant l'augmentation des prix d'autres produits, comme la viande (+0,5%) et le pain et les céréales (+0,4%).

Les tensions inflationnistes en novembre ont été légèrement moins fortes que celles anticipées par les agents économiques (0,4%). Pour la fin de l'année, le marché table sur une progression des prix de 7,9%, soit légèrement au-dessus de la bande supérieure de la cible des autorités monétaires. De son côté, le

gouvernement est plus optimiste, avec une inflation prévue à 6,9%.

Les poussées inflationnistes externes, telles que la hausse des prix des matières premières, restent fortes, tout comme les tensions internes, portées par le cycle actuel des négociations salariales. En effet, sur les accords déjà conclus (77% des accords devant être négociés au cours du cycle), 52% l'ont été dans des termes plus ambitieux que les lignes directrices du gouvernement, prévoyant des ajustements de salaires plus importants et/ou plus fréquents que ceux préconisés par les autorités uruguayennes.

Le taux de pauvreté est en baisse au premier semestre de 2021, mais est toujours supérieur à son niveau pré-pandémique

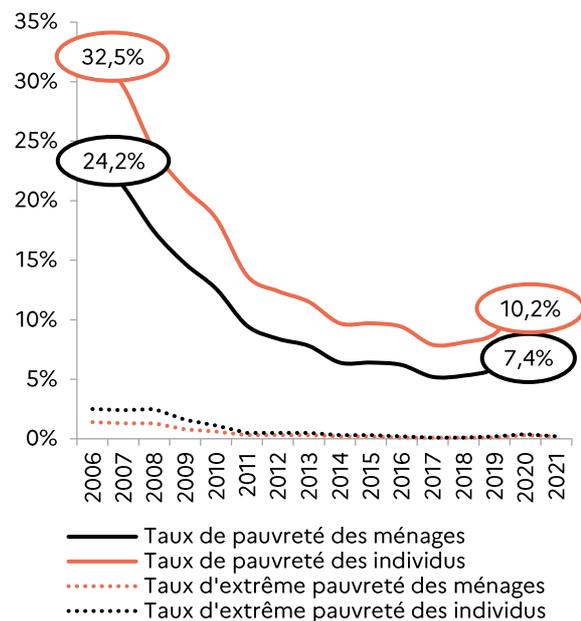
Le taux de pauvreté est en baisse au premier semestre de 2021, avec 7,4% des ménages et 10,2% des individus gagnant des revenus ne leur permettant pas de couvrir leurs besoins de base, qu'ils soient alimentaires ou pas. Ces niveaux étaient à, respectivement, 8,1% et 11,6% en 2020.

De plus, si environ 50.000 personnes sont sorties de la pauvreté au premier semestre de 2021, les taux restent supérieurs à leurs niveaux pré-pandémiques (5,9% en 2019 pour les ménages et 8,8% pour les individus). Ils affichaient une tendance baissière jusqu'en 2017, puis ont commencé à croître à partir de 2018, avant de faire un saut en 2020 du fait des effets de la pandémie.

En ce qui concerne l'extrême pauvreté, au premier semestre de 2021, respectivement 0,2% des ménages et des individus avaient des revenus ne leur permettant pas de couvrir leurs besoins alimentaires primaires. Pour les

ménages, ce taux est en baisse par rapport à 2020 (0,3%), mais toujours supérieur à son niveau de 2019 (0,1%). Pour les individus, ce taux est aussi en baisse par rapport à 2020 (0,4%) et a retrouvé son niveau de 2019.

Évolution des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté



Sources : INE, SER Buenos Aires

La pauvreté reste marquée par des inégalités territoriales. En effet, le taux de pauvreté des ménages est plus élevé dans la capitale, Montevideo, surtout dans sa périphérie, que dans le reste du pays (8,1% contre 7,6%). De surcroît, les taux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés principalement dans le Nord et dans le Nord-Est de l'Uruguay, et plus particulièrement dans les départements de Cerro Largo, Rivera, Paysandú, Tacuarembó et Salto, avec des niveaux supérieurs ou égaux à 10%. Les taux de pauvreté les plus bas sont surtout enregistrés dans les départements du centre-Sud de l'Uruguay. Enfin, les zones rurales sont globalement moins touchées, avec un taux de pauvreté moyen de 3,2%.

La pauvreté reste également marquée par des inégalités de genre (8,1% des ménages dont le chef de famille est une femme sont pauvres, contre 6,1% pour ceux dont le chef est un homme) et générationnelles (16,5% des enfants de moins de 6 ans, 18,5% des enfants de 6 à 12 ans et 18,6% des adolescents de 13 à 17 ans sont pauvres, contre 9,1% pour les adultes de 18 à 64 ans et 2,2% pour les 65 ans et plus). Enfin, la pauvreté reste marquée par des inégalités ethniques : 19,2% des individus se déclarant d'ascendance africaine sont touchés par la pauvreté, contre 9,0% des individus blancs.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)